

# Comment le front commun syndical veut bloquer le pays

- Le front commun syndical appelle à la grève générale ce mercredi.
- Pour une meilleure marge salariale. Mais pas seulement...
- Pour "La Libre", le banc syndical dévoile ses exigences.

**L**a Belgique va connaître ce mercredi une grève d'une ampleur rare, à en croire les organisations syndicales. Une grève générale qui touchera tous les secteurs, ou presque, dans toutes les régions du pays et qui sera menée en front commun CSC (chrétien), FGTB (socialiste) et CGSLB (libéral). La dernière grève générale en front commun remonte à décembre 2014. À l'époque, les organisations de travailleurs dénonçaient la politique du gouvernement Michel. Cette fois, elles s'en prennent surtout aux employeurs privés, même si le secteur public se joindra à la grève par solidarité et pour lui donner une belle visibilité.

À l'origine de l'action, la tournure prise par les négociations pour un accord interprofessionnel (AIP). Les syndicats, qui réclament des hausses de salaire de 1,5 % en plus de l'indexation en 2019-2020, reprochent aux employeurs leur refus d'aller au-delà de 0,8 %. Mais ils ont d'autres revendications : maintien des prépensions (RCC) et des emplois de fin de carrière à 55 ans, augmentation de 10 % du salaire minimum, révision de la loi de compétitivité qui fixe la marge disponible pour des hausses de salaire...

Voici, secteur par secteur, l'impact que devrait avoir cette grève sur le fonctionnement du pays.

## 1 Les transports en commun fortement perturbés; service minimum à la SNCB

Le trafic des trains et des bus (Tec, Stib et De Lijn) sera fortement perturbé. La grève touchera le rail de mardi 22 h à mercredi 22 h. La SNCB mettra toutefois en place un service minimum. Aux heures de pointe, la majorité des trains IC circuleront. Les TGV et les Thalys devraient évoluer normalement.

## 2 La grande majorité des avions vont être cloués au sol

Bagagistes, manutentionnaires, policiers ou contrôleurs aériens : de nombreux employés des aéroports devraient être en grève. Et très peu d'avions décolleront ou atterriront en Belgique. Brussels Airlines a décidé d'annuler l'ensemble de ses 222 vols prévus, ce qui représente près de 40 % du trafic total de l'aéroport de Bruxelles. D'autres compagnies devraient faire de même, même si Ryanair n'a encore rien annoncé et continue de vendre des billets pour le 13 février. Skeyes (ex-Belgocontrol, en charge du contrôle du trafic aérien) a décidé de limiter la capacité du trafic aérien à 50 % pendant l'action syndicale. De son côté, Brussels South Charleroi Airport sera, lui, carrément fermé mercredi.

## L'appel

**Les syndicats** CSC (chrétien), FGTB (socialiste) et CGSLB (libéral) appellent leurs affiliés à se croiser les bras ce mercredi 13 février.

**À l'origine** de leur mouvement, il y a la rupture des négociations à propos de hausses de salaire autorisées au cours des deux prochaines années.

**Trains, bus, grands magasins, etc.** De nombreux secteurs seront touchés. L'économie belge va tourner au ralenti.

## 3 Dans les écoles, quelle que soit la mobilisation, les élèves seront accueillis

La situation variera d'une école à l'autre et c'est pour cela que la ministre de l'Éducation laissera chaque direction communiquer ce qu'il en sera dans son établissement. Selon Joseph Thonon, président de la CGSP-Enseignement, la mobilisation sera forte: "*La tension est réelle dans les écoles*". Quoi qu'il en soit, tous les élèves seront accueillis.

## 4 Des hôpitaux travailleront en service du dimanche

La plupart des hôpitaux du pays seront touchés par la grève, annonce la Centrale nationale des employés (CNE). Selon les institutions, il y aura un service minimum (salles d'opération uniquement pour les urgences, service de dimanche limité aux soins indispensables...) ou service limité (défini au cas par cas par service). Il pourrait y avoir des piquets devant certaines institutions.

## 5 Des commerces fermés et des piquets devant certains centres

On annonce une forte mobilisation. Certaines enseignes seront fermées et il y aura des piquets devant certains magasins et centres commerciaux.

## 6 Les administrations touchées, la distribution du courrier perturbée

Les administrations locales et régionales – les CPAS, les provinces, les pompiers, les polices locales et fédérales, etc. – prendront également part au mouvement. La collecte des déchets pourrait être perturbée. Au fédéral, les administrations devraient aussi être touchées. À la Poste, les syndicats n'appellent pas à la grève, mais couvriront ceux qui y prendront part. La distribution du courrier sera perturbée.

## 7 Des entreprises perturbées et des zonings bloqués

L'action touchera également le secteur portuaire. Les syndicats appellent les dockers à la grève, de même que les chauffeurs routiers, les taximen, les déménageurs... Ils les invitent à rejoindre les piquets de grève qui fleuriront devant certains zonings. Les régions industrielles (Liège, Charleroi...) devraient être particulièrement affectées.

L. G., BdO et R. Meu.

# “Ministres et patrons, redescendez sur terre”, disent les syndicats

Entretien François Mathieu

**R**encontre au sommet ce lundi au siège de la CGSLB. Autour de la table, Olivier Valentin, secrétaire national du syndicat libéral, Marie-Hélène Ska, secrétaire générale de la CSC (syndicat chrétien) et Robert Vertenuel, président de la FGTB (syndicat socialiste). En front commun, ils expliquent pourquoi la grève de mercredi dépasse, de loin, la question de la marge salariale. Elle est le reflet d'un retour à une conception du travail digne du XIX<sup>e</sup> siècle, disent-ils.

**Comment en est-on arrivé là ? Était-ce bien responsable de faire grève, d'autant qu'on a un gouvernement minoritaire ?**

**Olivier Valentin (O.V.) :** On n'en est pas arrivé là du jour au lendemain. Il y a eu des mois durant des discussions, qui n'ont mené à rien et qui nous ont fait acter une réelle situation de blocage.

**Robert Vertenuel (R.V.) :** Les discussions sur l'accord interprofessionnel (AIP) ont débuté en novembre 2018. Mais on sentait dès le départ que la marge serait beaucoup trop étroite. Le patronat n'a jamais voulu discuter du fond de l'affaire, à savoir la problématique de cette loi de compétitivité de 1996, révisée en 2017, qui est manipulée.

**O.V. :** D'un côté, le patronat mettait sur la table d'autres revendications, qui se retrouvent aujourd'hui dans leur memorandum, comme la flexibilité accrue du marché du travail, la fin de la liaison des salaires à l'ancienneté et une limitation accrue des allocations de chômage dans le temps. De l'autre, il ne voulait rien entendre de nos revendications, sur l'accompagnement des seniors en fin de carrière, sur la formation, les RCC (revenus avec complément de chômage, Ndlr), l'équilibre entre la vie privée et la vie professionnelle, etc.

**R.V. :** En clair, on souhaitait une vision globale sur les fins de carrière – on a vu avec le cas “Proximus” combien c'était important. Mais Pieter Timmermans (CEO de la FEB, Ndlr) nous a par exemple asséné “que la formation en fin de carrière, ce n'était pas son problème”... Nous nous sommes concertés et on a décidé tous ensemble que cela suffisait.

**Ce que vous êtes en train de dire, c'est qu'il faudra élargir le cadre pour vous ramener à la table ?**

**O.V. :** Évidemment. On a toujours dit que la marge salariale de 0,8 % était imbuvable. Mais on peut se montrer créatif. La manière dont le calcul de la marge est réalisé ne correspond pas à la réalité. On est aujourd'hui dans un carcan dont il faut sortir.

**Comment ?**

**Marie-Hélène Ska (M.-H.S.) :** À court terme, il faudra faire preuve d'imagination. Il va falloir jouer sur

d'autres paramètres que le seul salaire. On ne peut pas avoir d'un côté un zéro et quelques décimales pour la hausse des salaires et, de l'autre, une hausse à deux chiffres pour les dividendes dans les entreprises. Il faudra travailler sur plusieurs temps. Pour l'enveloppe “bien-être” (destinée à améliorer certaines allocations sociales, Ndlr), il y a urgence à conclure le travail. Ensuite, sur la question des salaires, il faut une plus grande adéquation au coût réel du travail, et aussi aborder la question des salaires minimums. Il n'est pas normal qu'aujourd'hui, dans certains secteurs (gardiennage, titres-services, etc.), le salaire soit encore parfois inférieur à 10 euros brut de l'heure. Les ministres et les patrons, on le perçoit de plus en plus, n'ont plus aucune perception de ce que représente la valeur du travail et du marché du travail. C'est un vrai problème: ils sont déconnectés de la réalité. Tout le monde n'a pas une voiture de société et une belle assurance de groupe, hein. C'est pour

cela qu'on leur dit: redescendez sur terre!

**R.V. :** La négociation peut reprendre, mais elle dépendra d'une vision globale. Si le retour à la table revient à nous demander ce dont on a besoin, et qu'on nous explique comment nous en passer, la discussion va tourner court, c'est clair... Ce n'est pas gagné car il n'y a pour l'instant pas une once d'ouverture de la part du patronat.

**“Pieter Timmermans (le CEO de la FEB) nous a asséné qu'il se fichait de la problématique de la formation en fin de carrière.”**

**Robert Vertenuel**  
Président de la FGTB

## “On fait grève pour avoir un accord salarial digne de ce nom”

**On l'a bien compris, le gros problème, c'est ce que vous appelez le carcan de l'accord interprofessionnel (AIP)...**

**Olivier Valentin (O.V.) :** L'intérêt d'un AIP, c'est sa globalité. On nous reproche aujourd'hui d'avoir accepté, sur la base de la loi révisée de 2017, une marge de 1,1 % pour l'AIP 2017-2018. Mais l'AIP, on l'accepte pour ce qu'il contient dans sa globalité, pas seulement pour la marge.

**Robert Vertenuel (R.V.) :** Le mécanisme de calcul n'est pas le reflet de la réalité. Si on fait une lecture objective du rapport du Conseil central de l'économie (CCE), qui a calculé cette marge de 0,8 %, on montre d'ailleurs que la Belgique subsidie beaucoup plus le travail que dans les pays voisins. Savez-vous par exemple qu'entre la masse salariale globale aux Pays-Bas et celle de la Belgique, on est dans un rapport de 2 à 1. On est à 297 milliards d'euros chez eux, et

165 milliards chez nous. Mais on a trois fois plus de subsides salariaux chez nous: ils sont à 2,1 milliards et nous, à 7,2 milliards. Cela biaise complètement le coût réel de travail chez nous. Il y a donc une profonde injustice, car les entreprises ont reçu des aides pour les soutenir. Très bien, mais qu'au moins, maintenant, on veuille bien en tenir compte et qu'on donne aux travailleurs la part du gâteau qui leur revient légitimement.

**O.V. :** Je constate aussi qu'on minimise notre capacité à être responsable lors de négociations salariales. On est pris par la main et on nous fixe un cadre très strict. Dans le passé, les partenaires sociaux ont pourtant toujours eu le sens des responsabilités.

**Marie-Hélène Ska (M.-H.S.) :** Ce qu'il faut dire, c'est qu'entre le salaire et le pouvoir d'achat, il y a une différence notable aujourd'hui. Et c'est pour cette raison

qu'on veut une négociation plus sereine et plus large sur les salaires.

**Débat sur le pouvoir d'achat qui, aujourd'hui, a pris de l'ampleur vu certaines réactions de la population comme celles des "gilets jaunes"...**

R.V. : Évidemment. Il faudrait être sourd et aveugle pour ne pas s'en rendre compte. C'est pour cette raison qu'on veut sortir de ce carcan de 0,8 %. Et en disant cela, je ne profite pas d'une situation. C'est plutôt le climat de rouspétances général qui légitime les craintes que nous avons émises il y a quelque temps, notamment lorsque nous avons été auditionnés au Parlement sur les effets pervers de cette loi révisée de compétitivité en 2017, sur la déroute des salaires. Au passage, je note que même des institutions comme le FMI et l'OCDE, qui ne sont pas des repères de vieux gauchistes attardés, disent aussi que la logique d'encadrement des salaires a été un frein au développement.

**Certains comme Bart De Wever à la N-VA remettent en cause l'existence même du groupe des Dix (G10) et de la négociation interprofessionnelle... Le fait de ne pas arriver à conclure un AIP lui donne du grain à moudre, non ?**

R.V. : Pourquoi dit-il cela ? Pour deux raisons. D'une part, il a un agenda politique qui repose sur l'avènement du confédéralisme. Supprimer le G10, c'est supprimer un des éléments de notre réalité fédérale. De l'autre, c'est son ultralibéralisme qui repose sur une thèse très simple: il faut supprimer toutes les discussions collectives, pour individualiser les relations avec les employeurs, lesquels vont évidemment être très souvent avantagés dans les rapports de force, puisque la très grande majorité des entreprises de notre pays sont des PME où il n'y a pas de représentation syndicale.

**Ça vous met la pression, non, ces déclarations politiques vous enjoignant de discuter pour conclure un accord ?**

R.V. : On ne fait pas grève contre l'AIP. On fait grève pour avoir un AIP digne de ce nom. Ce n'est pas du tout la même chose. On n'a jamais dit qu'on n'en voulait pas...

O.V. : On veut un cadre pour ne pas rentrer dans ce type de rapports de force biaisés; on veut une plus grande solidarité dans l'approche générale.

M.-H.S. : Vous savez, la pression n'est pas sur le banc syndical aujourd'hui. Elle est sur le banc patronal. Les pertes engendrées par une journée de grève, c'est

pour leurs affiliés. Ils seront les premiers à dire mercredi matin qu'une grève leur coûte cher. Mais ce faisant, ils reconnaissent que le travail a une valeur, et qu'il mérite justement d'être davantage valorisé. La production de richesses dépend des individus et elle doit être redistribuée plus équitablement.

M.-H.S. : Non, la pression n'est pas sur nous... On doit refuser ce marchandage permanent de lier les discussions sur l'enveloppe bien-être (qui auraient dû être bouclées depuis longtemps d'ailleurs) avec la discussion sur cette marge salariale maximale. On veut scinder les sujets, et discuter thème par thème. Cela dit, il faut aussi dire que tout le banc patronal ne pense pas la même chose...

R.V. : Une partie se positionne sur le rendement sur investissement, ou sur capital, mais pas l'autre. Il n'y a pas d'uniformité au sein du banc patronal. À les écouter, et ça fait peur, le patronat a de plus en plus une propension à faire revivre l'esclavagisme économique. Je dis ça en forme de boutade, mais la spirale baissière dans laquelle ils veulent nous entraîner sur le plan salarial est inquiétante.

F.M.

***“Supprimer le G10, ce serait supprimer l'un des ciments de notre réalité fédérale.”***

**Robert Verteneuil**  
Président de la FGTB

**Position patronale**

**Le patron des patrons réagit**

**Ce mercredi**, dans *La Libre Belgique*, Pieter Timmermans, l'administrateur-délégué de la FEB (Fédération des entreprises de Belgique), répondra à nos questions sur les actions du front commun syndical et exposera les revendications patronales et son interprétation du blocage dans les négociations de l'accord interprofessionnel (AIP).

***“La redistribution des richesses doit être plus équitable.”***

**Marie-Hélène Ska**  
Secrétaire générale de la CSC

***“L'intérêt d'un AIP, ce n'est pas seulement sa marge salariale.”***

**Olivier Valentin**  
Secrétaire national de la CGSLB

***“Le travail n'est plus rémunéré à sa juste valeur.”***

**Robert Verteneuil**  
Président de la FGTB